

Les subsides

au Canada qui veut investir et créer des emplois. Le gouvernement refuse sous prétexte qu'il ne veut pas nuire aux revendications des autochtones qui sont sur le point de se régler. Je ne crois pas me tromper en disant qu'à quelques détails près, un accord de principe complet sera conclu vers la fin du mois.

Le ministre joue la comédie quand il dit que les revendications des autochtones bloquent le projet. J'ai du mal à m'expliquer ses motifs, à moins qu'il ne veuille retarder l'annonce d'un accord de principe en ce qui concerne le Yukon et le Comité d'étude des droits des autochtones jusqu'au moment qui servira le mieux ses ambitions personnelles dans la course au leadership du parti libéral qu'il voit venir. C'est la seule raison plausible qu'il aurait, à mon avis, de rejeter ce projet. Je crois savoir que l'on est en train de négocier un prêt de 80 millions que le gouvernement canadien consentirait au Conseil des Indiens du Yukon pour qu'il puisse investir des capitaux de participation dans le projet Kiewit, le projet King Point. Il n'y a aucun doute que, sur une période de vingt à vingt-cinq ans, le gouvernement récupérera les 80 millions qu'il aura prêtés aux organismes autochtones. Ces organismes s'assureront en même temps que leurs membres travaillent au projet.

● (1550)

Je trouverais tout à fait acceptable que le gouvernement adopte cette ligne de conduite. Ce serait un investissement sûr. Si c'est bien le cas, si ces négociations sont en cours, j'inciterais le gouvernement à consentir le prêt afin que le projet se réalise, car il n'y a aucun doute qu'il récupérera cet argent dans très peu de temps.

Je voulais dire un mot de la Commission d'énergie du Nord canadien, décrire à quel point est tragique le rapport de l'Office national de l'énergie et le fait que le gouvernement ne donne pas suite au rapport Penner sur la question, rapport unanime, soit dit en passant. J'aurais voulu parler de l'exploitation des mines d'or que le gouvernement est en train d'étouffer par ses actions. Je voulais traiter de l'imposition des primes à l'éloignement dont nous avons bénéficié au Yukon, dans les territoires du Nord-Ouest et partout dans le Nord pendant tant d'années. Le gouvernement manifeste là aussi l'indifférence la plus totale et la plus complète envers les problèmes des régions septentrionales et de ma région en particulier.

Ces mesures et d'autres doivent sans nul doute faire l'objet d'un examen et ce, de la part d'un ministre sensible aux préoccupations des habitants du Nord et aux intérêts de cette région. Il faut les examiner de façon à établir une distinction totale entre les deux responsabilités qui incombent au ministre, c'est-à-dire d'une part l'obligation de se préoccuper du bien-être général des autochtones du Canada tout en favorisant, d'autre part, une expansion suffisante des régions septentrionales.

J'ajoute que le gouvernement du Yukon approuve sans réserve la proposition des Keiwit et si la décision nous revenait, je puis vous dire qu'un gouvernement conservateur approuverait entièrement un tel projet d'expansion. Il est tout à fait incompréhensible que le ministre et son gouvernement refusent le seul espoir qui se dessine à l'horizon pour une région du pays que la politique du gouvernement a pratiquement laissé à l'abandon.

Le président suppléant (M. Blaker): Y a-t-il des questions, commentaires et réponses? Passons au débat.

[Français]

M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord excuser l'absence du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Munro), il a été prévenu seulement 15 minutes avant 15 heures que l'honorable député de Yukon (M. Nielsen) prendrait la parole sur la motion que la Chambre étudie aujourd'hui.

Il est important de signaler dans ce débat-là deux choses. Il est bien évident que le développement du Nord canadien doit se faire, mais qu'il doit se faire en relation avec la question des droits des autochtones. Je pense que cet élément-là est fondamental, et le député de Yukon le sait très bien. Personnellement, à titre de député de Manicouagan, je sais très bien ce que cela veut dire, puisque la région de Fort-Chimo est dans ma circonscription, et on est très sensibilisé au fait que nous devons, dans les deux cas, tenir compte du fait que le Nord canadien et la question des revendications territoriales des autochtones sont intimement liés.

Ceci étant dit, j'aimerais tout de suite signaler au député de Yukon que, lorsqu'il demande la démission du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ce n'est pas une façon, je pense, de régler le débat. J'étais à Fort-Chimo il y a à peine 10 jours, et c'est tout à fait le contraire. On exigeait que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien demeure longtemps à son poste, et on disait que rarement un ministre avait fait autant au niveau des Affaires indiennes et du développement du Nord. Je pense que le rapport qui a été présenté par le comité de la Chambre récemment prouve, hors de tout doute, que le ministre actuel est très sensibilisé aux droits des revendications territoriales pour les autochtones, de même qu'au développement du Nord.

Monsieur le Président, juste pour répondre au député de Yukon, j'aimerais signaler que le ministre actuel n'a absolument rien mis au rancart concernant la proposition faite par la Keiwit. Tout ce que le ministre a demandé, c'est d'examiner aussi d'autres suggestions parce que, comme le signalait tantôt le député de Yukon, toutes sortes d'études ont été effectuées sur le projet du versant nord du Yukon.

Très bientôt, d'ici quelques semaines, un rapport définitif sera présenté au ministre concernant la question des revendications territoriales des autochtones. A partir de ce moment-là, le ministre veut considérer certaines autres propositions visant à créer le maximum d'emplois et surtout à apporter dans la région du Yukon un développement harmonieux non seulement au niveau de l'industrie, mais aussi des autochtones eux-mêmes. Je pense que de chaque côté de la Chambre chacun est d'accord pour reconnaître que le développement du Nord doit se faire autant avec les premiers habitants de cette région qu'avec les diverses compagnies.

Lorsque le député de Yukon signale que le gouvernement canadien empêche par le biais de la nationalisation le développement de l'entreprise privée dans le Nord du Canada, j'aimerais lui souligner que dans ma circonscription il existe diverses entreprises privées au niveau de l'industrie et également des entreprises d'État. Si on parle du minerai de fer, je ne pense pas que ce soit le gouvernement fédéral, le gouvernement actuel, qui ait causé la crise actuelle à ce niveau, à mon avis, c'est une question de conjoncture.